



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Total Infrastructures Gaz France S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010
Total Infrastructures Gaz France S.A.
49, avenue Dufau- 64000 Pau
Ce rapport contient 24 pages
Référence : MP-11-1-14



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Total Infrastructures Gaz France S.A.

Siège social : 49, avenue Dufau- 64000 Pau
Capital social : €.17 579 088

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Total Infrastructures Gaz France S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations » de la partie I « Principes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des immobilisations.
- La note 2b de la partie II « Notes sur l'actif du bilan » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la dépréciation des immobilisations corporelles.
- La note 2c de la partie II « Notes sur l'actif du bilan » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations en cours.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 21 mars 2011

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Michel Piette
Associé

En Euro

ACTIF		Brut	Amortissements Provisions	A fin 12/10	A fin 12/09
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBIL. INCORPORELLES * 1	31 482 114	11 738 050	19 744 064	14 790 458
	Concessions Brevets Droits similaires	23 957 768	11 069 561	12 888 207	7 662 297
	Autres Immobilisations Incorporelles	668 489	668 489		
	Immobilisations Incorporelles en cours	6 855 857		6 855 857	7 128 161
	IMMOBIL. CORPORELLES * 2	1 889 565 585	572 411 741	1 317 153 844	1 265 970 155
	Terrains	13 940 718	4 545 962	9 394 756	9 627 295
	Constructions	46 056 119	13 965 516	32 090 603	32 148 798
	Installations Techniques	1 741 835 036	551 998 083	1 189 836 953	1 164 440 272
	Autres Immobilisations Corporelles	5 402 733	1 902 180	3 500 553	2 374 038
	Immobilisations en Cours	82 235 996		82 235 996	56 943 552
	Avances et Acomptes	94 983		94 983	436 200
	IMMOBIL. FINANCIERES (1) * 3	1 079 188		1 079 188	1 086 092
	Titres de Participation	979 578		979 578	947 578
	Prêts				37 947
Autres Immobilisations Financières	99 610		99 610	100 567	
	ACTIF IMMOBILISE	1 922 126 887	584 149 791	1 337 977 096	1 281 846 705
ACTIF CIRCULANT	STOCKS * 5	20 845 930	636 497	20 209 433	20 732 025
	Matières Premières, Approvisionnements	20 361 656	636 497	19 725 159	20 113 748
	En cours production de Biens	484 274		484 274	618 277
	AVANCES ET ACOMPTES	116 243		116 243	475 980
	CREANCES (2) * 6	115 498 173	9 741 932	105 756 241	137 261 099
	Clients et Comptes Rattachés	48 663 047	9 741 932	38 921 115	38 693 686
	Autres créances	66 835 126		66 835 126	98 567 413
	DIVERS	22 531 945		22 531 945	213 235
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	22 531 945		22 531 945	213 235	
	ACTIF CIRCULANT	158 992 291	10 378 429	148 613 862	158 682 339
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (2) *7	862 520		862 520	1 229 106
	Ecart de conversion actif				
	TOTAL ACTIF	2 081 981 698	594 528 220	1 487 453 478	1 441 758 150

TOTAL INFRASTRUCTURES GAZ France

En Euro

PASSIF		A fin 12/10	A fin 12/09
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel	17 579 088	17 579 088
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644	45 538 644
	Ecart de réévaluation	150 045	150 045
	Réserve légale	1 757 909	1 757 909
	Réserves statutaires ou contractuelles	130 918	130 918
	Autres réserves	129 555	129 555
	Report à nouveau	458 854 374	346 747 582
	Résultat de l'Exercice	113 967 000	112 106 792
	Subventions d'investissement * 9	31 026 087	13 726 323
	Provisions réglementées	55 568 633	33 159 672
	CAPITAUX PROPRES * 8	724 702 253	571 026 528
PROVISION	Provisions pour risques	1 263 090	93 090
	Provisions pour charges	213 000	190 000
		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES * 10	1 476 090
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		386 909
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit * 11		618 339 726
	Emprunts et dettes financières divers	569 253 826	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	301 226	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 941 654	46 182 166
	Dettes fiscales et sociales	70 325 961	120 567 116
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 122	30 802
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	54 451 346	84 941 813
	Ecart de conversion passif		
		DETTES * 11 (1)	761 275 135
TOTAL PASSIF		1 487 453 478	1 441 758 150
(1) dont à moins d'un an	203 901 229		
(1) dont à plus d'un an	557 373 906		
(2) dont trésorerie			

TOTAL INFRASTRUCTURES GAZ France

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	France	Exportation	A fin 12/10	A fin 12/09
Production vendue de biens	153 296		153 296	598 497
Production vendue de services	385 581 006		385 581 006	351 486 655
CHIFFRES D'AFFAIRES	385 734 302		385 734 302	352 085 152
<hr/>				
Production stockée			(435 229)	(455 375)
Production immobilisée			105 980 621	122 738 230
Subventions d'exploitation			2 600	1 800
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			5 796 438	1 557 329
Autres produits			36	(27)
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION * 12			497 078 768	475 927 109
Achats matières premières & aut. approvisionnements (y.c. droits de douane)			10 656 749	8 249 934
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			381 388	(6 555 348)
Autres achats et charges externes			203 090 814	207 004 027
Impôts, taxes et versements assimilés			9 754 573	14 641 713
Salaires et traitements			15 996 103	12 415 638
Charges sociales			8 375 417	6 791 875
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations			66 748 997	58 525 211
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant			6 437 043	3 256 263
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			1 193 000	27 000
Autres charges d'exploitation			2 039 415	1 631 280
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION * 13			324 673 499	305 987 593
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION			172 405 269	169 939 516
Produits financiers de participations			8 000	32 658
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			369 464	802 497
Différences positives de change			74	2 342
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			377 538	837 497
Intérêts et charges assimilées			6 914 052	11 979 445
Différences négatives de change			3 224	452
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			6 917 276	11 979 897
2 - RESULTAT FINANCIER * 14			-6 539 738	-11 142 400
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			165 865 531	158 797 116

TOTAL INFRASTRUCTURES GAZ France

En Euro

COMPTE DE RESULTAT	A fin 12/10	A fin 12/09
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	109 613	1 478
Produits exceptionnels sur opérations en capital	30 827 241	30 785 210
Reprises sur provisions et transferts de charges	579 546	337 746
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS * 15	31 516 400	31 124 434
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	39 705	13 705
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	167 616	218 336
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	22 988 541	19 399 846
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES * 16	23 195 862	19 631 887
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	8 320 538	11 492 547
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	104 569	118 130
Impôts sur les bénéfices * 16	60 114 500	58 064 741
TOTAL DES PRODUITS	528 972 706	507 889 040
TOTAL DES CHARGES	415 005 706	395 782 248
5 - BENEFICE OU PERTE	113 967 000	112 106 792

ANNEXES
AUX
COMPTES ANNUELS
DE
2010

Le total du bilan de l'exercice clos le 31/12/2010 avant répartition, est de 1 487 453 478 euros et le compte de résultat dégage un profit de 113 967 000 euros.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels, arrêtés le 18/03/2011 par le Conseil d'Administration.

I - PRINCIPES COMPTABLES

Généralités

Les comptes sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France pour les comptes sociaux.

Le Compte de Résultat, le Bilan et l'Annexe retracent avec prudence et sincérité l'activité et la situation financière de la société.

Méthodes comptables

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, y compris les frais accessoires.

Toute dépense d'investissement est comptabilisée systématiquement en charge.
Chaque fin de mois, une écriture de production d'immobilisation neutralise la charge au Compte de Résultat (compte 722000) avec en contre partie un compte d'immobilisation en-cours.

Les coûts de démantèlement, ne pouvant être précisément évalués, ne sont pas immobilisés

Stocks

L'ensemble des stocks de TIGF est valorisé selon la méthode du coût moyen pondéré.

II - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

La modification des durées d'amortissements réalisée en 2008, a créé un écart entre les durées fiscales et sociales, et génère de ce fait la comptabilisation d'amortissements dérogatoires (Montant fin 2010 = 55 568 K€)

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Sont inscrits au compte d'immobilisations incorporelles les logiciels et brevets acquis ou créés par la société ; ces éléments sont amortis sur leur durée probable d'utilisation (au maximum 5 ans).
Figurent également à ce compte des droits de transit dans des réseaux de tiers.

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations incorporelles sont calculés suivant le mode linéaire sur les durées suivantes :

BREVETS	5 ans
LOGICIELS	5 ans
DROITS DE TRANSIT	10 ans

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2-a - Valeurs brutes

Les immobilisations corporelles sont portées à leur coût d'acquisition ou de production, à l'exception de certains terrains acquis avant le 31.12.1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

2-b - Dépréciation

Conformément à la mise en application du CRC 2002-10, les immobilisations sont dépréciées selon la durée de vie du bien.

Cette approche par composant conduit à pratiquer un amortissement linéaire selon les durées d'amortissement suivantes :

	Durée sociale	Durée fiscale
MATERIEL INFORMATIQUE	5 ans	3 ans
MATERIEL ET OUTILLAGE	10 ans	5 ans
MATERIEL DE TRANSPORT	10 ans	5 ans
MATERIEL DE BUREAU	10 ans	5 ans
MATERIEL TELECOM	10 ans	5 ans
AMENAGEMENTS TERRAINS	10 ans	10 ans
AMENAG.INSTAL GLES	10 ans	10 ans
AUTRES INSTALL D'EXPLOITATION	10 ans	10 ans
AMENAG.INSTAL.SOL AUTRUI	10 ans	10 ans
MOBILIER DE BUREAU	10 ans	10 ans
POSTES DE COMPTAGE	30 ans	15 ans
ST.COMPRESSION-RACC.SECT.	30 ans	15 ans
BATIMENTS	25 ans	25 ans
IMMEUBLES S/SOL AUTRUI	25 ans	25 ans
SONDAGE SOUS-TERRAINS	25 ans	25 ans
GAZ COUSSIN	25 ans	25 ans
CANALISATIONS PRINCIPALES	50 ans	25 ans
BRANCHEMENTS	50 ans	25 ans

2-c - Immobilisations en-cours

Les immobilisations en-cours sont valorisées à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel et les dépenses externes (sous-traitance).

Depuis 2010, les immobilisations comprennent une quote part des dépenses de frais de personnel de TIGF (versement par pourcentage des frais de personnel des sections de personnel sur les projet d'investissement)

Le montant de la capitalisation des frais de personnel 2010 est de 9 442 K€

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières se répartissent comme suit :

- Titres de participations 979 578 Euros
soit 11 742 actions Powernext pour 899 578 et 800 actions Declaranet pour 80 000 €
- Dépôts et cautionnements 99 610 Euros

Echéances

La ventilation des immobilisations financières par échéance est la suivante :

TOTAL	Echéance indéterminée	Echéance à - d'un an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance à + de 5 ans
99 610	-			99 610

4 - TOTAL ACTIF IMMOBILISE

Montant des productions d'immobilisations 2010 :	123 825 Keuros
Montant des mises en service en 2010 :	98 805 Keuros
Montant des en cours 2010 :	89 092 Keuros

Principales mises en service 2010

Stockage

Gaz Coussin	3 882 Keuros
Nouveau réseau incendie Lussagnet	12 075 Keuros
Events Izaute centre	4 481 Keuros
Fiabilité réseau électrique Lussagnet	2 348 Keuros
Départ Gascogne mise au référentiel EP	1 512 Keuros
Conformité des cuvettes Lussagnet	1 240 Keuros
Station de compression Lussagnet	838 Keuros
Arrêt urgence puits isolés Izaute	1 870 Keuros

Réseau Grand Transport

Rénovation artère de Guyenne	1 525 Keuros
Reversibilité Local	1 871 Keuros

Réseau Régional

Canalisation Renforcement Préchac Landiras	16 345 Keuros
Canalisation Libourne retrait zone urbaine	6 352 Keuros
Canalisation Despartins à Parempuyre	1 211 Keuros
Canalisation DN200 Ambès Bassens aérien	1 544 Keuros
Modernisation secteur St Martory	1 969 Keuros
Modernisation secteur Boussens	1 008 Keuros
Modernisation secteur Montgaillard	1 217 Keuros
Modernisation secteur Mazerolles	1 289 Keuros
Modernisation secteur Mondavezan	931 Keuros

<u>Postes de comptage</u>	5 256 Keuros
---------------------------	--------------

<u>Logiciels</u> (OGIC, Vision, ...)	7 727 Keuros
--------------------------------------	--------------

Principaux en cours fin 2010 :

Logiciels	6 855 Keuros
Batiments -Site de Cugnaux	2 888 Keuros
Canalisations (dont Artère de Bearn: 20 425 K€, Girland: 15748 K€)	42 375 Keuros
Postes de comptage	1 774 Keuros
Stations de compression	6 667 Keuros
Autres installations (dont modif. Events Torches Lussagnet : 6 178 K€)	13 439 Keuros
Installations techniques	8 222 Keuros

Mises au rebut 2010

Un travail d'analyse, en collaboration avec les entités techniques, a permis de sortir de l'actif 130 lignes du fichier des immobilisations pour une valeur brute 3 143 K€.
Ces lignes sont totalement amorties.

(4.a) I - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS au 31/12/2010

Situations & mouvements Rubrique	Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Valeurs brutes à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	24 135 765	15 334 782	0	7 988 433	31 482 114
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>16 339 115</i>	<i>7 803 543</i>	<i>0</i>	<i>184 890</i>	<i>23 957 768</i>
<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	<i>7 128 161</i>	<i>7 531 239</i>	<i>0</i>	<i>7 803 543</i>	<i>6 855 857</i>
Immobilisations corporelles	1 776 781 077	206 954 333	209 971	93 959 855	1 889 565 584
<i>Terrains</i>	<i>13 409 769</i>	<i>532 381</i>	<i>1 433</i>	<i>0</i>	<i>13 940 717</i>
<i>dont réévaluation</i>	<i>150 045</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>150 045</i>
<i>Sol propre</i>	<i>28 377 056</i>	<i>1 047 497</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>29 424 553</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>19 818</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>19 818</i>
<i>Install générales</i>	<i>15 276 981</i>	<i>1 498 936</i>	<i>0</i>	<i>164 169</i>	<i>16 611 748</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outil.</i>	<i>1 658 467 391</i>	<i>86 073 122</i>	<i>208 538</i>	<i>2 496 938</i>	<i>1 741 835 037</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>91 142</i>	<i>24 705</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>115 847</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau inf mob</i>	<i>3 758 991</i>	<i>1 824 912</i>	<i>0</i>	<i>297 195</i>	<i>5 286 708</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>56 943 552</i>	<i>116 293 997</i>	<i>0</i>	<i>91 001 553</i>	<i>82 235 996</i>
<i>Avances et acomptes</i>	<i>436 200</i>	<i>-341 217</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>94 983</i>
Immobilisations financières	1 086 092	70 212		77 116	1 079 188
Total	1 802 002 934	222 359 327	209 971	102 025 404	1 922 126 886

(4.b) II - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2010

Situations & mouvements Rubrique	Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentat°	Diminutions		Amortissements à la clôture l'exercice
			Cessions	Autres sorties	
Immobilisations incorporelles	9 345 307	2 577 634	0	184 890	11 738 051
<i>Concessions Brevets Droits similaires</i>	<i>8 676 818</i>	<i>2 577 634</i>	<i>0</i>	<i>184 890</i>	<i>11 069 562</i>
<i>Autres Immobilisations Incorporelles</i>	<i>668 489</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>668 489</i>
Immobilisations corporelles	510 810 923	64 601 441	42 354	2 958 269	572 411 742
<i>Terrains</i>	<i>3 782 474</i>	<i>763 487</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>4 545 962</i>
<i>Sol propre</i>	<i>6 525 316</i>	<i>1 034 853</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>7 560 169</i>
<i>Constructions Sol d'autrui</i>	<i>16 979</i>	<i>793</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>17 772</i>
<i>Install générales</i>	<i>4 982 762</i>	<i>1 568 970</i>	<i>0</i>	<i>164 156</i>	<i>6 387 576</i>
<i>Installations Techniques Matériel Outil.</i>	<i>494 027 119</i>	<i>60 510 253</i>	<i>42 354</i>	<i>2 496 935</i>	<i>551 998 083</i>
<i>Autres Install générales</i>	<i>7 667</i>	<i>9 229</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>16 896</i>
<i>Immob. Matériel transport</i>	<i>177</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>177</i>
<i>Corporelles Mat bureau inf mob</i>	<i>1 468 429</i>	<i>713 856</i>	<i>0</i>	<i>297 178</i>	<i>1 885 107</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>					<i>0</i>
<i>Avances et acomptes</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total	520 156 230	67 179 075	42 354	3 143 159	584 149 793

5 - STOCKS ET EN-COURS

5-a - Méthode

Les stocks de gaz sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de matières et fournitures consommables sont évalués d'après la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût d'entrée en stock des articles comprend les frais réels accessoires d'achat (hors transport).

La provision pour dépréciation du stock de matières et fournitures est constituée sur la base de l'analyse détaillée de chaque article.

La date de dernier mouvement de l'article est comparée à la date de clôture. La différence obtenue permet de calculer un nombre d'années qui détermine le pourcentage de provision.

Nombre d'années	pourcentage
- de 5 ans	0 %
de 5 à 6 ans	5 %
de 6 à 7 ans	10 %
de 7 à 8 ans	20 %
de 8 à 9 ans	40 %
de 9 à 10 ans	60 %
de 10 à 11 ans	80 %
+ de 11 ans	100 %

Les travaux en-cours sont valorisés à leur coût de production qui comprend les dépenses de matériel, les dépenses externes (sous-traitance)

5-b - Valeurs

	Gaz Brut	Matériel	
		Brut	Provision
01/01/2010	6 941 481	13 801 564	629 297
Variation	-3 089 668	2 708 279	7 200
31/12/2010	3 851 813	16 509 843	636 497

6 - CREANCES

- Créances représentées par des effets de commerce : néant

- Créances concernant les entreprises liées 15 686 650 euros
(dont produits non encore facturés : 15 586 815 euros)

- Les produits à recevoir rattachés aux postes de créances concernent principalement des recettes de capacité de stockage et de transport de gaz allouées au mois de décembre 2010 mais qui ne seront facturées qu'en janvier 2011.

- Les provisions pour dépréciation des créances correspondent à des évaluations au cas par cas du risque encouru. Les créances en question concernent des clients faisant l'objet d'une procédure judiciaire (administration provisoire - règlement judiciaire - concordat - liquidation de biens), contentieuse ou pré-contentieuse.

- A fin décembre 2010, décision de ne faire apparaître qu'une position unique de TVA soit une créance 839 K€.

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Créances	Solde	Echéance d'exigibilité		
		- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances & acomptes versés	116 243	116 243		
Clients et comptes rattachés				
Clients douteux ou litigieux	11 896 403	11 896 403		
Autres créances clients	3 325 312	3 325 312		
Produits à recevoir	33 441 332	33 441 332		
Autres créances				
Personnel et comptes rattachés	22 373	22 373		
Organismes Sociaux				
Etat et Collectivités	58 598 984	58 598 984		
Groupe et Associés	56 674	56 674		
Débiteurs Divers	5 051	5 051		
Produits à recevoir				
- Personnel				
- Organismes Sociaux	4 344	4 344		
- Etat et Collectivités	7 922 972	7 922 972		
- Débiteurs Divers	224 729	224 729		
	115 614 417	115 614 417		

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance (862 K€) sont relatives à l'exploitation ; elles correspondent principalement :

- à des factures reçues mais non encore réceptionnées.
- à des loyers payés d'avance.
- à des primes d'assurances payées d'avance.
- à des redevances et indemnités de passage payées d'avance.
- à des abonnements et cotisations payés d'avance.
- à des prestations de maintenance informatique payées d'avance.

III - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

8 - CAPITAUX PROPRES

Le capital est composé de 2 197 386 actions de 8 euros

Le résultat 2009 a été affecté en report à nouveau

	Situation au 01/01/2010	Variation 2010	Situation au 31/12/2010
Nombre d'actions	2 197 386		2 197 386
Valeur nominale de l'action	8		8
Capital social ou individuel	17 579 088		17 579 088
Primes d'émission, de fusion, d'apport	45 538 644		45 538 644
Ecart de réévaluation	150 045		150 045
Réserve légale	1 757 909		1 757 909
Réserves statutaires ou contractuelles	130 918		130 918
Autres Réserves	129 555		129 555
Report à nouveau	346 747 582	112 106 792	458 854 374
Résultat de l'exercice 2009	112 106 792	-112 106 792	0
Résultat de l'Exercice 2010	0	113 967 000	113 967 000
Subventions d'investissement	13 726 323	17 299 764	31 026 087
Provisions réglementées (*)	33 159 672	22 408 961	55 568 633
Total	571 026 528	153 675 725	724 702 253

(*) Amortissements dérogatoires

9 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Deux types de subventions d'investissement sont constituées :

. Les subventions d'investissement définies contractuellement et correspondant à des participations financières des clients aux coûts des travaux de réalisation de branchements, canalisations...

. Les subventions d'investissement versées par la Communauté Européenne :

En 2010, versement de 2 subventions de la Communauté Européenne, en en-cours de subvention : 15 000 K€ au titre du projet "Artère de Béarn" et 1 080 K€ - projet "Réversibilité Local"

Ces versements sont repris en résultat selon le rythme d'amortissement des immobilisations correspondantes et minorent la dotation de l'exercice.

Montants Bruts	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2010		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	3 277 503			3 277 503
Sur canalisations secondaires	9 456 748	2 055 469	126 900	11 385 317
Sur sondages sous-terrains	1 500 000			1 500 000
Sur autres immobilisations	772 523			772 523
Total	15 006 774	2 055 469	126 900	16 935 343

Dépréciations	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2010		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	840 272	54 978		895 250
Sur canalisations secondaires	1 189 549	312 729	12 126	1 490 152
Sur sondages sous-terrains	230 301	60 000		290 301
Sur autres immobilisations	716 795	2 371		719 166
Total	2 976 917	430 078	12 126	3 394 869

En-cours	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2010		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat°	Diminut°	
Sur canalisations principales	169 410			169 410
Sur canalisations secondaires	1 527 056	17 844 616	2 055 469	17 316 203
Sur sondages sous-terrains				
Sur autres immobilisations				
Total	1 696 466	17 844 616	2 055 469	17 485 613

10 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées des éléments suivants :

Provisions pour litige	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2010		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat ^o	Diminut ^o	
Provision pour litige	93 090	1 170 000		1 263 090
Total	93 090	1 170 000		1 263 090

Provisions pour charges	Situation à l'ouverture de l'exercice	Mouvements 2010		Situation à la clôture de l'exercice
		Augmentat ^o	Diminut ^o	
Médaille du travail	190 000	23 000		213 000
Total	190 000	23 000		213 000

11 - DETTES

Etat des échéances à la clôture de l'exercice :

Dettes	Solde	Echéance d'exigibilité			
		Indéterminée	- d'un an	de 1 et 5 ans	+ de 5 ans
Avances et acomptes reçus	301 226		301 226		
Dettes financières					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)					
Intérêts courus					
Emprunts et dettes financières divers (2)	569 253 826	4 672 173	39 081 653	156 000 000	369 500 000
Dettes d'exploitation					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 317 420		19 317 420		
Charges à payer	47 624 234		47 624 234		
Dettes fiscales et sociales	1 762 500		1 762 500		
Charges à payer					
- Personnel	3 477 462		3 477 462		
- Organismes Sociaux	1 117 158		1 117 158		
- Etat et Collectivités	63 968 840		63 968 840		
Autres dettes	1 122		1 122		
Charges à payer					
Produits constatés d'avance (3)	54 451 346		27 249 613	27 201 733	
	761 275 135	4 672 173	203 901 229	183 201 733	369 500 000

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice 386 204

(2) Emprunts contractés avec Total Treasury (entreprise liée)
Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice 39 000 000

(3) Dont étalement plus-value réalisée sur rachat du réseau 54 050 841
En accord avec l'Administration Fiscale, la plus value réalisée au cours de l'exercice 2002 lors du rachat du réseau concédé fait l'objet d'un étalement sur la durée d'amortissement réalisée des immobilisations correspondantes.
Cette plus value a été comptabilisée en produits constatés d'avance.

Le solde net de la plus value est le suivant :

	GSO	TTGF	TIGF
Plus value d'origine	326 495 480	14 861 996	341 357 476
Montant cumulé enregistré en résultat au cours des exercices antérieurs	248 013 308	8 818 117	256 831 425
Montant enregistré au résultat au cours de l'exercice	29 286 250	1 188 960	30 475 210
Solde net	49 195 922	4 854 919	54 050 841

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

12 - PRODUITS D'EXPLOITATION

- Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de la société s'établit à 385 734 302 Euros

Il est constitué principalement :

- des ventes de Capacités de transport de gaz	179 394 585
- des ventes de Capacités de stockage de gaz	143 439 457
- des recettes d'interconnexion	33 598 116
- des recettes de raccordement et interface	7 752 090

- Production immobilisée

L'application SALSA récupère mensuellement tous les flux de dépenses imputés sur des OTP d'investissement. Il s'agit principalement de dépenses externes (cf charges d'exploitation).

Une écriture est générée par OTP selon le schéma suivant :

Débit d'un compte d'en-cours 23xxxx

Crédit du compte 722000

- Reprises sur amort. et provisions, transferts de charges

Les transferts de charges d'exploitation enregistrent :

- les remboursements reçus des compagnies d'assurances sur les sinistres,
- les remboursements reçus des organismes sociaux (indemnités journalières), ou de formation
- les indemnités facturées aux DDE, Communauté d'agglomération... en préjudice du déplacement de canalisations
- les refacturations au Groupe du contrat d'électricité

13 - CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation (324 673 K€) comprennent les charges d'exploitation et les charges d'investissements

Les charges concernant les dépenses investissements (123 825 K€) sont neutralisées par les production d'immobilisations. Ces dépenses s'analysent dans les postes suivants :

Variation de stock	732 711 Euros
Autres achats et charges externes	118 349 191 Euros
Impôts, taxes et versements assimilés	107 686 Euros
Salaires et traitements	2 353 587 Euros
Charges sociales	910 497 Euros
Autres charges d'exploitation	30 432 Euros
Charges exceptionnelles/opérations de gestion	1 341 133 Euros
Subventions	-17 844 616 Euros

- Dotations d'exploitation aux amortissements

Les dotations aux amortissements (66 749 K€) prennent en compte la valeur des amortissements des immobilisations de la société, minorée de l'amortissement des subventions d'investissement.

14 - RESULTAT FINANCIER

En 2010, le Résultat financier est de -6,5 M€ (contre -11,1 M€ en 2009). Cette baisse a pour origine la baisse du taux Euribor de 0,7 point sur un endettement moyen Groupe de 575 M€. L'endettement TIGF fin 2010 est 564,5 M€ (603 M€ fin 2009)

15 - PRODUITS EXCEPTIONNELS

- Produits exceptionnels sur opérations en capital

Il s'agit principalement de l'étalement de la plus value réalisée sur le rachat de notre réseau de transport (30 475 210 euros)
et du produit de cession des valeurs immobilisées (237 257 euros)

16 - CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les charges exceptionnelles sont principalement constituées :

- de la dotation pour amortissements dérogatoires (22 988 507 euros)
- de la valeur comptable des éléments d'actif cédés (167 616 euros)

16 - IMPOT SUR LES BENEFICES

Calcul de la provision pour Impôt sur les bénéfices

1 - Bénéfice comptable de l'exercice		174 081 500
2 - Réintégrations		2 107 942
- Participation 2010	104 569	
- Provisions pour congés payés 2010	1 062 183	
- Provisions CVAE 2010	187 000	
- Taxe sur les voitures des sociétés	53 573	
- Contribution sociale de solidarité 2010	599 139	
Pénalités & amendes	8 049	
- Jetons de présence	10 913	
- Mécénat	53 776	
- Amortissements excédentaires (art.39-4 du C.G.I.)	28 740	
3 - Déductions		1 335 051
- Provisions pour congés payés 2009	658 463	
- CSS 2009	558 458	
- Participation 2009	118 130	
4 - Résultat fiscal	1 + 2 - 3	174 854 391
<hr/>		
5 - Impôt sur les bénéfices	33,33% de 4	58 284 796
6 - Abattement forfaitaire		763 000
7 - Contribution sociale/bénéfices Assiette : (5)-(6)		57 521 796
	3,30% de 7	1 898 219
8 - Crédit impôt recherche		72 143
9 - Crédit Mécénat		32 265
Total Impôt	5 + 7 - 8	60 078 607

Dettes et créances d'impôt différé

Il s'agit des accroissements et allègements de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges.

Décalages	Créances
<u>Charges non déductibles temporairement</u>	
<i>1 - à déduire dans l'année suivante :</i>	
- Provisions pour congés payés 2010	1 062 183
- Participation 2010	104 569
- Contribution sociale de solidarité 2010	599 139
- Provisions CVAE 2010	187 000
TOTAL	1 952 891
Créance future d'impôt (34,43% du total ci-dessus) non comptabilisée	672 380

Nota : la société, conformément à la recommandation du Groupe Total, a opté pour le maintien du régime antérieur pour le traitement fiscal des provisions pour congés payés (déductibilité différée).

V - AUTRES INFORMATIONS

Effectif* ventilé par catégorie	31/12/09	31/12/10
- CADRES	40	73
- OETAM	177	210
Total effectif	217	283

* effectif CDI

Consolidation et integration fiscale

Les comptes de la société sont consolidés au sein du groupe Total par la méthode de l'intégration globale.

TIGF fait partie du périmètre d'intégration fiscale dont la tête de groupe est Total SA, et détermine son impôt comme si elle était imposée séparément

Engagements donnés

- Caisse de Retraite Elf Aquitaine	13 905 K euros
dont couvert par contrat d'assurance :	15 029 K euros
(taux d'actualisation retenu au 31/12/2010 pour engagement retraite = 4,25%)	
> Constitution d'un actif de retraite	1 124 K€
- Indemnités de Fin de Carrière	2 134 K euros
dont couvert par contrat d'assurance :	1 664 K euros
- Personnel posté	634 K euros

Quotas CO2

La société comptabilise les droits d'émission CO2 comme suit :

Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés pour une valeur nulle

L'écart éventuel entre quotas disponibles et obligation de restitution à l'échéance font l'objet de provisions pour leur valeur de marché

Engagements reçus

- cautions bancaires clients	10 557 K euros
- cautions bancaires fournisseurs	13 369 K euros

Droits individuels à la formation

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle ouvre pour pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée de droit privé, un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures minimum par an à 120 heures, cumulable sur une période de six ans.

Au terme de ce délai de six ans, et à défaut de son utilisation en tout ou partie, le droit individuel à la formation est plafonné à 120 heures.

En application de l'avis 2004 F du Comité d'Urgence relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, TIGF ne provisionne aucun droit à ce titre.

Au 31 décembre 2010, les droits acquis par les salariés s'élèvent à 21 874 heures. ».

Jetons de présence 2010

les jetons de présence attribués aux administrateurs en 2010 s'élèvent à 23 808 euros

VI - ANNEXE CRCP

Le CRCP est un compte fiduciaire extra-comptable qui est alimenté à intervalle régulier par tout ou partie des écarts de coût ou de revenu constatés sur des postes prédéfinis. L'apurement du solde de ce compte s'opère par une diminution ou une augmentation des revenus à recouvrer par les tarifs au cours des périodes tarifaires suivantes. Afin d'assurer la neutralité financière du mécanisme, un taux d'intérêt s'applique au solde du compte.

Pour la présente proposition tarifaire, les postes de charges et de revenus qui sont soumis à ce mécanisme sont :

- les revenus liés à l'acheminement sur le réseau de transport. Compte tenu de la mise en place du système de souscriptions normalisées des capacités de transport aux PITD, le revenu lié à l'acheminement sur le réseau aval de transport (sortie du réseau principal, réseau régional et livraison) est couvert en totalité par le CRCP. Il en est de même pour le revenu au niveau des entrées et sorties aux stockages.

Le revenu lié à l'acheminement sur le réseau amont de transport (autres points du réseau principal) est couvert :

- à 50 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision inférieur ou égal à +/- 10 % du revenu prévu ;
- à 100 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision au-delà de +/- 10 % du revenu prévu ;
- les charges de capital supportées par les GRT. Le montant couvert par le CRCP est la différence entre l'hypothèse de charges de capital incluse dans le revenu à recouvrer par le tarif et le montant de charges de capital calculé ex-post sur la base des données réalisées en matière d'investissement, de sorties d'actifs de la BAR et d'inflation ;
- les charges d'énergie motrice (gaz et électricité) des GRT. Ces charges sont couvertes :
 - à 80 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision inférieur ou égal à +/- 20 % des charges prévues ;
 - à 100 % par le CRCP pour un écart entre la réalisation et la prévision au-delà de +/- 20 % des charges prévues ;
- les produits de raccordement des centrales à cycle combiné gaz (CCCG). L'écart entre les recettes réalisées sur la période 2007-2008 et le montant pris en compte en diminution des charges d'exploitation sera intégralement inscrit au solde du CRCP.

Le cas échéant, l'application du CRCP sera assortie de contrôles sur le caractère efficace et prudent des charges engagées. Ces contrôles pourront porter en particulier sur les investissements engagés par les GRT et sur les charges d'énergie qu'ils supportent.

En outre, les résultats des audits conduits par la CRE seront systématiquement pris en compte au CRCP.

Les principales règles de fonctionnement du CRCP sont les suivantes :

- pour chacun des postes éligibles, le calcul des écarts reportés au CRCP est effectué sur la base d'une comparaison entre les prévisions et les réalisations pour chacune des deux années de la période tarifaire ;
- un taux d'intérêt égal au taux de base de rémunération de la BAR s'applique annuellement aux montants corrigés ;
- le solde des montants corrigés qui est identifié à l'issue d'une période tarifaire est apuré sur la période tarifaire suivante par un amortissement de type "annuités constantes" ;
- lorsque, au moment de l'examen des écarts à corriger à l'issue d'une période tarifaire, le montant définitif de certains écarts n'est pas connu avec certitude, une correction "de premier rang" est effectuée sur la base de la meilleure estimation disponible à ce moment. Une correction "de second rang" est effectuée lors de la révision tarifaire suivante sur la base des valeurs définitives.

Le périmètre des éléments éligibles au mécanisme correctif et les modalités retenues pour effectuer les corrections reflètent l'état de l'environnement économique et du système de régulation au moment de l'établissement des tarifs. Ces éléments sont susceptibles d'évoluer lors des révisions tarifaires ultérieures.

Conformément aux règles tarifaires en vigueur, ces montants seront apurés sur une période de quatre ans, avec des annuités constantes.

Le taux d'actualisation du CRCP retenu dans le tarif ATRT4, soit 4,2 %, s'appliquera annuellement.

Le solde du CRCP à prendre en compte pour la période 2011-2012 pour TIGF est de - 18,3 M€/an. Il est constitué de :

- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2007 et au bilan estimé pour l'année 2008, soit - 5,5 M€, annoncés dans la proposition tarifaire de la CRE du 10 juillet 2008 ;
- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2008, soit - 1,3 M€ ;
- l'annuité liée au bilan définitif pour l'année 2009 et au bilan estimé pour l'année 2010, soit - 11,5 M€.

